Le Monde
VENDREDI 26 AVRIL 2019

La société française préserve sa **cohésion**

Le volet français de l'enquête sur les valeurs des Européens montre que le libéralisme des mœurs et l'altruisme sont en progression constante

UNE ENQUÊTE DE GRANDE AMPLEUR

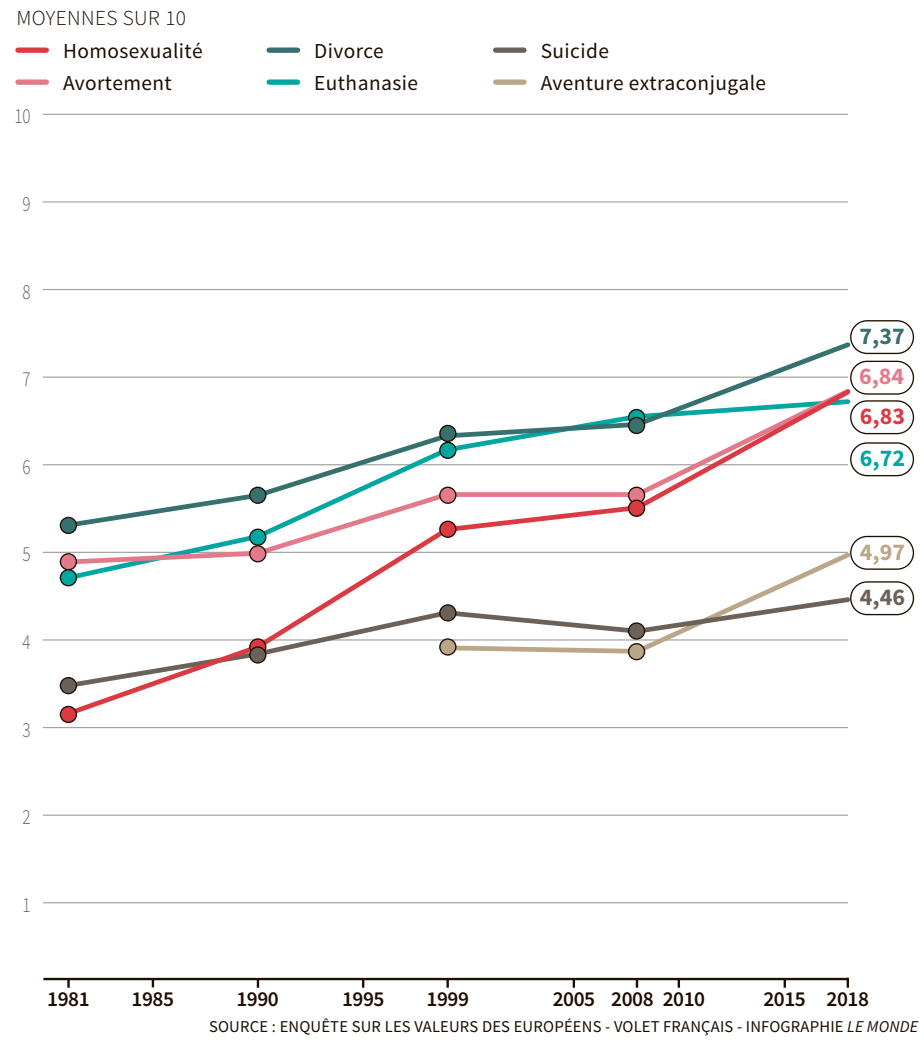
L'enquête a été conduite en France par une vingtaine de chercheurs de plusieurs laboratoires de sciences sociales, réunis dans l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (Arval). Le pilotage a été assuré par le laboratoire Pacte (Sciences Po Grenoble, CNRS, UGA). L'échantillon principal aléatoire comporte 1 870 personnes, résidant en France, âgées de 18 ans et plus, auxquelles s'ajoute un échantillon complémentaire de 721 jeunes de 18 ans à 29 ans, sélectionnés par quotas. Les entretiens en face à face ont été réalisés par l'institut Kantar Public, de mars à août 2018.

L'enquête française a bénéficié de nombreux partenariats : la TGIR Progedo (CNRS-EHESS), l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep), le Service d'information du gouvernement (SIG), France Stratégie, EDF, la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), la Fédération internationale des universités catholiques (FIUC), Sciences Po Paris (FNSP) et Sciences Po Grenoble (Pacte).

Les résultats complets sont publiés dans *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, sous la direction de Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier et Sandrine Astor (Presses universitaires de Grenoble).

Degré de justification de certains comportements de 1981 à 2018

Pour chacune des choses que je vais vous citer, voulez-vous me dire en vous plaçant sur cette échelle si vous pensez que cela peut toujours se justifier, que cela ne peut jamais se justifier ou que c'est entre les deux ?
1 jamais justifié, 10 toujours justifié



SOURCE : ENQUÊTE SUR LES VALEURS DES EUROPÉENS - VOLET FRANÇAIS - INFOGRAPHIE *LE MONDE*

Le débat public sur les valeurs des Français est plus que jamais saturé par des interprétations alarmistes. Montée de l'individualisme, déclin de la matrice républicaine et laïque, poids de l'immigration… autant de facteurs qui, conjugués à la hausse des inégalités, conduiraient à une polarisation grandissante de la société, voire à une désintégration de la cohésion nationale. Le volet français de l'enquête sur les valeurs des Européens (European Values Survey) contredit en grande partie ces thèses. Réalisée tous les neuf ans depuis 1981 dans l'ensemble des pays européens, cette enquête interroge des échantillons nationaux sur des registres de valeurs aussi variés que la morale, la sociabilité, la politique, la religion ou l'économie.

L'édition 2019 démontre d'abord que le libéralisme des mœurs – relations familiales, rapport au corps ou à la sexualité – est en progression constante depuis quarante ans. Ainsi, l'acceptation du suicide et des relations extraconjugales est de plus en plus nette. Mais c'est surtout la justification de l'homosexualité, de l'euthanasie, de l'avortement et du divorce qui explose et se banalise. Si les Français sont de plus en plus favorables à des attitudes libérales en matière de mœurs, certains comportements restent toutefois assez fortement réprouvés, comme la prostitution où la moyenne des réponses est plus stable.

Bien que continues dans le temps, ces évolutions laissent apparaître des effets de période. Le libéralisme des mœurs a ainsi augmenté fortement entre 1981 et 1999, puis plafonné au début des années 2000, pour s'envoler depuis 2008. Durant les années 1990, les résistances étaient encore fortes dans l'opinion, comme en témoigne le temps mis par le pacs à être légalisé. A l'inverse, les nombreux débats sur le mariage pour tous, le droit à l'euthanasie ou à l'insémination artificielle semblent avoir accéléré l'acceptation du libéralisme des mœurs au cours des dix dernières années.

L'OPINION SE RÉVÈLE TRÈS SENSIBLE AUX NOUVELLES FORMES DE DÉPENDANCE LIÉES AU GRAND ÂGE, AU HANDICAP OU AU CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

Mais le contexte n'explique pas tout. La poussée du libéralisme des mœurs à partir des années 1980 a résulté en grande partie du renouvellement générationnel, avec des jeunes nettement plus ouverts que leurs aînés. Les jeunes des années 1980 sont aujourd'hui plus âgés mais tout aussi tolérants que les jeunes des années 2000-2010. On assiste ainsi à un phénomène de convergence, toutes les générations se retrouvant à de hauts niveaux de tolérance en matière morale. Seuls les seniors socialisés avant 1945 restent un peu plus réticents vis-à-vis de la liberté de choix.

Deuxième constat : l'altruisme résiste à la crise. La solidarité à l'égard d'autrui suit une tendance très similaire. A rebours des thèses pessimistes, les Français sont une assez large majorité à se dire concernés par les conditions de vie de différents groupes sociaux. Certes, l'altruisme vis-à-vis des chômeurs et des immigrés est moins marqué que vis-à-vis des personnes âgées, malades ou handicapées. Mais il l'est plus que vis-à-vis des concitoyens ou des Européens. L'opinion se révèle donc très sensible aux nouvelles formes de dépendance liées au grand âge, au handicap ou au chômage de longue durée.

Alors qu'on aurait pu s'attendre à un recul du fait de la grande récession (2007-2012), on assiste plutôt à une poussée de l'altruisme, notamment à l'égard des personnes âgées et des immigrés. Là encore, des facteurs structurels interviennent. C'est parmi les jeunes générations que le souci des autres a le plus progressé. Les personnes nées à partir des années 1960 ont longtemps été les moins altruistes ; ce qui a pu faire croire à un délitement du lien social. Aujourd'hui, les écarts entre générations se sont résorbés. Et les jeunes générations sont tout aussi altruistes que les autres. Une tendance d'autant plus notable que les jeunes sont parmi les plus exposés en période de crise.

Priorité aux libertés fondamentales

De nombreux commentateurs ont craint que la récession économique ne conduise à un effritement des valeurs démocratiques et de l'attachement à l'Etat-providence. Il est clair que les Français sont très insatisfaits du fonctionnement du système politique. Et nombreux à penser que la France n'est pas gouvernée démocratiquement. On aurait toutefois tort d'en déduire qu'ils rejettent la démocratie. Sur une échelle de 1 à 10, l'importance de vivre dans un pays gouverné démocratiquement est en moyenne notée 8.

Moins une défiance envers l'Union européenne qu'envers les institutions politiques

LA CONFIANCE DES FRANÇAIS à l'égard de l'Union européenne (UE) s'est érodée ces dernières décennies. Alors que, en 1990, 65 % des Français affirmaient avoir confiance dans la Communauté économique européenne (CEE), ils ne sont plus que 47 % à déclarer, à l'été 2018, avoir confiance dans l'UE. Dans le même temps, les Français tendent à affirmer leur attachement à leur pays plus fortement qu'il y a trente ans. En 1990, 35 % se déclaraient très fiers d'être français. Ils sont aujourd'hui 51 %.

Ces deux tendances illustrent ce qui a été désigné par nombre d'observateurs comme le *« retour »* ou le *« réveil »* des nationalismes, en réponse aux incertitudes engendrées par le processus d'intégration européenne et la mondialisation. Cette lecture fait de l'Etat-nation le cadre de référence principal pour les Français, qui façonne à la fois leur attachement aux institutions et à la communauté politiques. L'enquête EVS montre une réalité plus complexe.

Certes, les Français affirment plus fortement leur fierté d'être français que par le passé. La hausse de ce sentiment est particulièrement marquée parmi les groupes autrefois les plus réticents : les plus jeunes (18-29 ans), les plus diplômés, les plus à gauche. Les Français sont également plus nombreux à se déclarer prêts à prendre les armes pour défendre leur pays en cas de conflit armé (66 % en 2018 contre 42 % en 1981). Faut-il pour autant en conclure à un retour du nationalisme ?

Considérons d'abord le sentiment d'appartenance à un même groupe national, les Français. L'enquête montre que de nombreuses personnes ne sont pas uniquement attachées à la France, mais ont des appartenances géographiques multiples. Ainsi, lorsqu'on leur demande s'ils se sentent proches de leur ville, de leur région, de leur pays et de l'Europe, 48 % se disent proches des quatre espaces à la fois.

Du local au mondial

Par ailleurs, de très nombreux Français partagent une vision très inclusive de l'appartenance nationale. Interrogés sur les critères qu'ils considèrent importants pour être français, 79 % affirment qu'il est très important de respecter la loi et les institutions françaises. Mais seuls 18 % qu'il est très important d'avoir des origines françaises. Dès lors, se dire fier d'être français renvoie moins à une identité exclusive ou essentialiste qu'à un sentiment d'appartenance inclusif. Et qui se déploie à travers des échelles multiples, allant du local au mondial.

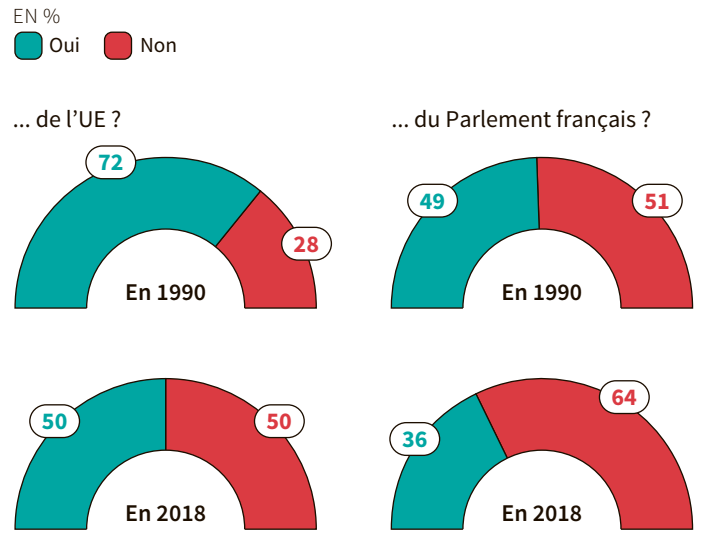
Qu'en est-il de l'attachement des Français à leurs institutions ? La baisse de confiance à l'égard de l'UE n'a pas profité aux institutions nationales. La confiance des Français dans leur Parlement a en effet baissé entre 1990 et 2018. En 1990, la confiance en la CEE était particulièrement forte parmi ceux qui avaient confiance en leur Parlement national : 43 % des Français avaient confiance dans les deux institutions. Mais nombreux étaient aussi ceux qui avaient confiance en la CEE, sans avoir confiance dans leur Parlement national (29 %).

Près de trente ans plus tard, c'est surtout le premier groupe qui a décru. Seuls 27 % des Français ont désormais confiance à la fois dans leur Parlement national et dans l'UE. Tandis que 23 % restent confiants dans l'UE malgré leur faible confiance dans leur Parlement national. Plutôt qu'opposer caricaturalement attachement à l'UE et attachement à l'Etat-nation, ces résultats invitent à interroger la perte de confiance des Français dans les institutions politiques, qu'elles soient européennes ou nationales. ■

Céline Belot *est chargée de recherche CNRS au laboratoire Pacte et enseigne à Sciences Po Grenoble*

Confiance à l'égard de l'Union européenne et-ou du Parlement français

Avez-vous confiance à l'égard…



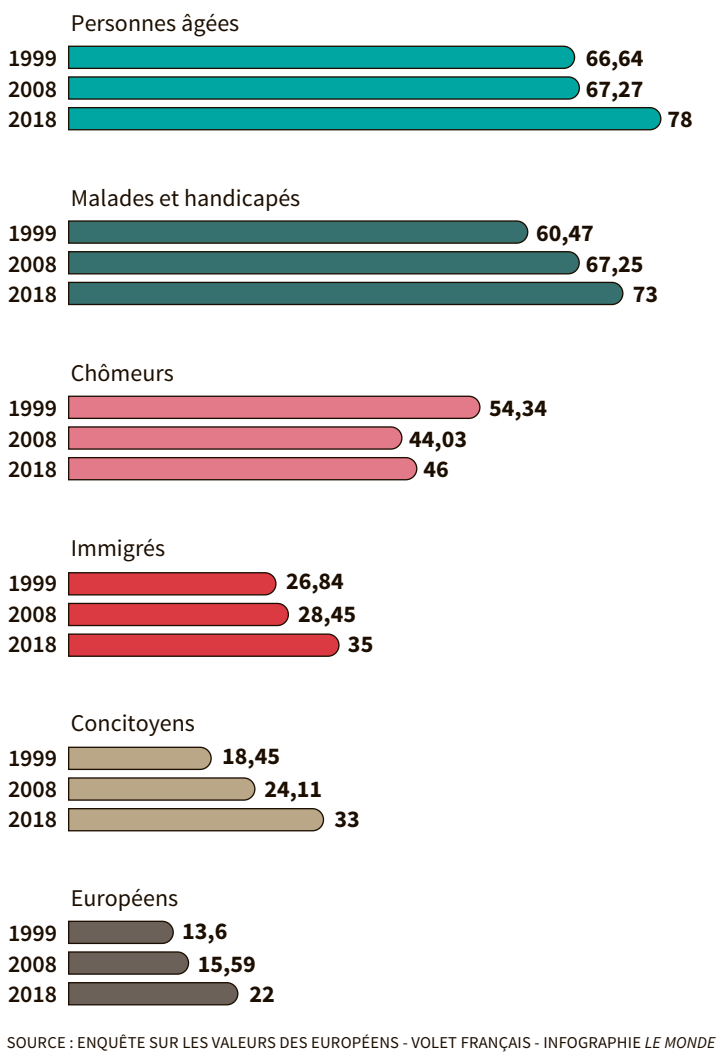
Ces graphiques ne prennent pas en compte le pourcentage de sans réponse qui a diminué de moitié pour la confiance en l'UE et au Parlement français entre 1990 et 2018 (de 10 % à 5 % environ).

SOURCE : ENQUÊTE SUR LES VALEURS DES EUROPÉENS - VOLET FRANÇAIS - INFOGRAPHIE *LE MONDE*

Evolution de l'altruisme de 1999 à 2018

Vous sentez-vous beaucoup ou assez concerné par les conditions de vie des... ?

EN %

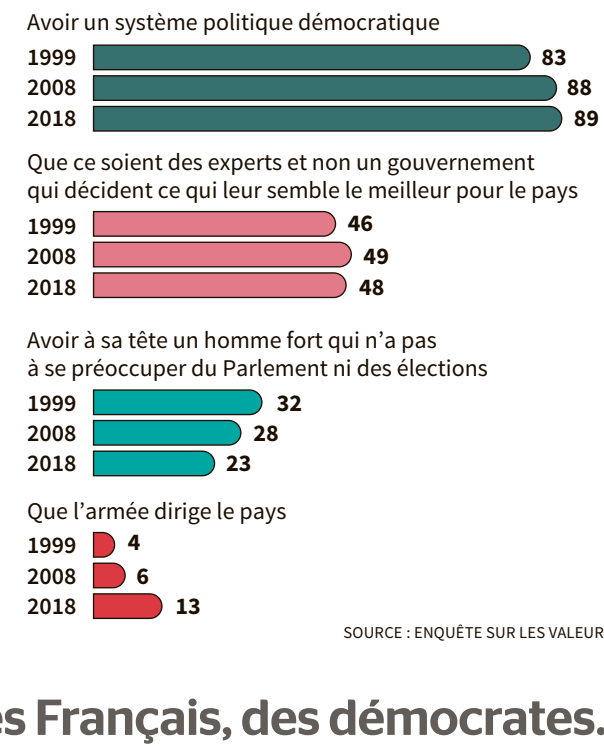


SOURCE : ENQUÊTE SUR LES VALEURS DES EUROPÉENS - VOLET FRANÇAIS - INFOGRAPHIE *LE MONDE*

Jugements sur la démocratie en 2018

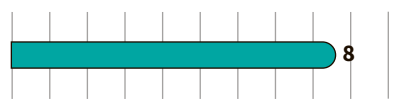
Pour chaque système politique, cette façon de gouverner le pays vous semble-t-elle bonne ?

EN %



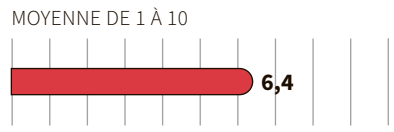
Est-ce important de vivre dans un pays gouverné démocratiquement ?

MOYENNE SUR UNE ÉCHELLE DE 1 (PAS DU TOUT IMPORTANT) À 10 (ABSOLUMENT IMPORTANT)



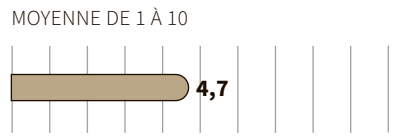
Dans quelle mesure la France est-elle gouvernée démocratiquement aujourd'hui ?

MOYENNE DE 1 À 10



A quel point êtes-vous satisfait de la manière dont fonctionne aujourd'hui le système politique ?

MOYENNE DE 1 À 10



SOURCE : ENQUÊTE SUR LES VALEURS DES EUROPÉENS - VOLET FRANÇAIS - INFOGRAPHIE *LE MONDE*

Les Français, des démocrates... tempérés

Et près de 90 % soutiennent le principe d'un gouvernement démocratique. Si les formes alternatives séduisent, c'est donc plus la conséquence d'une crise du jeu électoral et de la représentation politique que d'une défiance vis-à-vis de la démocratie.

Interrogés sur les caractéristiques essentielles d'une démocratie, les Français donnent une forte priorité aux droits politiques et aux libertés fondamentales, puis aux droits économiques et sociaux. Cet emboîtement fait écho à la manière dont l'Etat-providence s'est bâti au XX^{e} siècle, en construisant la citoyenneté sociale sur le socle de la citoyenneté politique. Les valeurs de la démocratie sociale sont donc assez solidement établies dans l'opinion. Ce dont atteste aussi la forte confiance que les Français continuent d'accorder au système de santé, à l'enseignement et à la Sécurité sociale.

Sans surprise, plus les Français sont favorisés économiquement et culturellement, plus ils sont enclins au libéralisme des mœurs et à l'altruisme. Et plus ils sont aussi attachés à la démocratie et confiants dans les institutions politiques. Mais ces clivages ne sont pas plus prononcés que par le passé.

La plupart des tendances présentées participent d'une dynamique plus large, qui est celle de la montée des valeurs d'individualisation. Car dans tous les domaines de la vie, les Français veulent davantage avoir leur mot à dire. Ils veulent construire librement leurs relations familiales et non pas entrer dans un moule normatif tout fait. Ils veulent que leur travail ne soit pas seulement un gagne-pain mais leur permette de s'épanouir. Ils veulent pouvoir s'exprimer dans la cité et se mobiliser pour défendre certaines causes, voire changer l'organisation de la cité.

Cette dynamique d'individualisation est en augmentation constante depuis quarante ans. Mais elle ne se confond pas avec l'individualisme ou l'égoïsme social qui ont, à l'inverse, tendance à refluer. Les thèses pessimistes insistant sur le déclin des valeurs et de la cohésion sont donc loin d'être avérées. En fait, plus les Français adoptent des valeurs d'individualisation, moins ils ont tendance à être individualistes. ■

Pierre Bréchon, *professeur émérite à Sciences Po Grenoble, chercheur au laboratoire de sciences sociales Pacte*
Frédéric Gonthier, *maître de conférences à Sciences Po Grenoble, chercheur au laboratoire Pacte*
Sandrine Astor, *ingénieure de production et d'analyse de données et d'enquêtes au laboratoire Pacte*

QU'EN EST-IL DU RAPPORT des Français à la démocratie dès lors qu'on leur propose de se prononcer sur différents types de systèmes politiques ? Depuis 1999, l'enquête présente aux personnes interrogées quatre possibilités et leur demande si chacune constitue une bonne façon de gouverner la France.

La France correspond au modèle que les spécialistes de sociologie politique qualifient de « citoyenneté critique ». Le soutien au système politique démocratique est largement majoritaire. En 2018, 55 % des personnes interrogées indiquent qu'il s'agit d'une *« très bonne »* façon de gouverner la France. Un chiffre qui monte à 89 % si l'on ajoute les personnes qui estiment qu'il s'agit d'une *« assez bonne »* façon de gouverner le pays.

Cependant, une dimension critique non négligeable s'exprime à travers le soutien à d'autres formes de systèmes de gouvernement. Si l'on ne retient que les modalités de réponse les plus favorables, on voit que le gouvernement des experts (13 % des personnes interrogées en 1999 et 8 % en 2018 considèrent qu'il s'agit d'une *« très bonne »* façon de gouverner la France) ou la solution d'un *« homme fort »* (12 % en 1999, 5 % en 2018) ne recueillent l'adhésion que d'une faible minorité des Français.

Mais la mise en cause de la démocratie devient plus importante si l'on regroupe les réponses *« très »* et *« assez favorables »*. A chaque vague, près de la moitié des Français considèrent comme une *« bonne »* solution pour le pays le fait de confier le gouvernement à des experts. Par ailleurs, un tiers d'entre eux en 1999 et presque un quart en 2018 déclarent qu'un *« homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections »* serait une bonne solution.

« Cultural backlash »

Si le soutien à un *« homme fort »* diminue sur une période de vingt ans, les opinions en faveur d'un régime politique militaire ont, elles, augmenté. Alors que 4 % des Français voyaient bien l'armée dirigeant la France en 1999, ils sont aujourd'hui 13 %, tandis que seulement 55 % trouvent cette solution très mauvaise.

Ce qui caractérise les Français dans leur rapport à la démocratie, c'est la combinaison d'un fort soutien au système politique démocratique avec un attrait loin d'être marginal pour des solutions politiques qui peuvent sortir du cadre de la démocratie libérale et représentative. Nous sommes des « citoyens critiques », voire des « citoyens défiants », vis-à-vis des institutions. Et plus encore vis-à-vis des acteurs (partis politiques, syndicats) de la démocratie représentative.

C'est principalement parmi les Français les plus durement touchés par les inégalités que cette vision duale, critique et défiante de la démocratie s'est installée. Elle répond aussi aux logiques du *« cultural backlash »* (« retour de bâton ») dont parlent les politistes Ronald Inglehart et Pippa Norris. Une tendance à l'« autoritarisme populiste » existe en France. On peut, sans noircir le tableau, y voir une réaction, voire un refus, des grandes transformations culturelles qui travaillent le pays depuis quarante ans. ■

Bruno Cautrès *est chercheur CNRS au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po)*

L'environnement plutôt que la croissance

LORS DE SA DÉMISSION SURPRISE, à la fin de l'été 2018, Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et solidaire, insiste sur une impossibilité : celle de mener des politiques publiques à la hauteur de la crise écologique dans un gouvernement visant surtout le développement économique. Son propos est sans appel : *« On recherche une croissance à tous crins (...). Quand on se réjouit de voir sortir de Saint-Nazaire un porte-conteneurs qui va porter 50 000 conteneurs. Superbe performance technologique... Est-ce bon pour la planète ? La réponse est non. »* Nicolas Hulot reprend ici à son compte l'argument central de la doctrine écologiste : limiter la croissance pour mieux préserver la planète. Que pensent les Français de ce dilemme entre protection de l'environnement et croissance économique ? Une majorité (50 %) privilégie la protection de l'environnement au détriment de l'économie et de l'emploi. Seulement un tiers choisit l'économie.

Cette préférence pour l'environnement est-elle partagée de la même manière dans toutes les couches de la société ? Pas tout à fait. Depuis les travaux de Ronald Inglehart sur le développement des valeurs dites « postmatérialistes », la protection de l'environnement est présentée comme une priorité des personnes les plus dotées en ressources culturelles et économiques. Défendre la planète serait le luxe de celles et ceux qui n'ont pas à se préoccuper de leurs conditions matérielles d'existence. De fait, c'est bien parmi les Français les plus diplômés et aux revenus les plus élevés que la défense de l'environnement atteint son maximum (respectivement 70 % et 60 %). Elle est cependant prioritaire aussi pour l'ensemble des niveaux de diplôme et de revenu, à l'exception des niveaux d'instruction primaire (39 % contre 44 % pour la croissance économique).

La cohorte 1970-1979 aux avant-postes

L'impact du renouvellement des générations est indéniable. La montée des préoccupations environnementales a été portée par l'arrivée de nouvelles cohortes. Minoritaire dans la cohorte 1930-1939, la priorité à la protection de l'environnement devient majoritaire au sein de celles socialisées dans l'après-guerre. Elle atteint son maximum avec la génération 1970-1979, avant de reculer légèrement avec les plus jeunes. L'avenir nous dira si les préoccupations environnementales ont connu un pic avec la cohorte 1970-1979. Ou si, au contraire, le renouveau des mobilisations, dans les universités et les lycées notamment, viendra donner un second souffle à cette transformation des valeurs.

Du côté des préférences politiques, la priorité à l'environnement est plutôt le fait des Français très intéressés par la politique (67 %) et qui partagent les valeurs couramment associées au postmatérialisme, notamment le libéralisme des mœurs et l'anti-autoritarisme. L'écart selon l'orientation politique est sans doute le résultat le plus important pour l'avenir de l'écologie. Les personnes de gauche soutiennent beaucoup plus la protection de l'environnement, tandis que les individus orientés à droite privilégient très fortement la croissance et la création d'emplois.

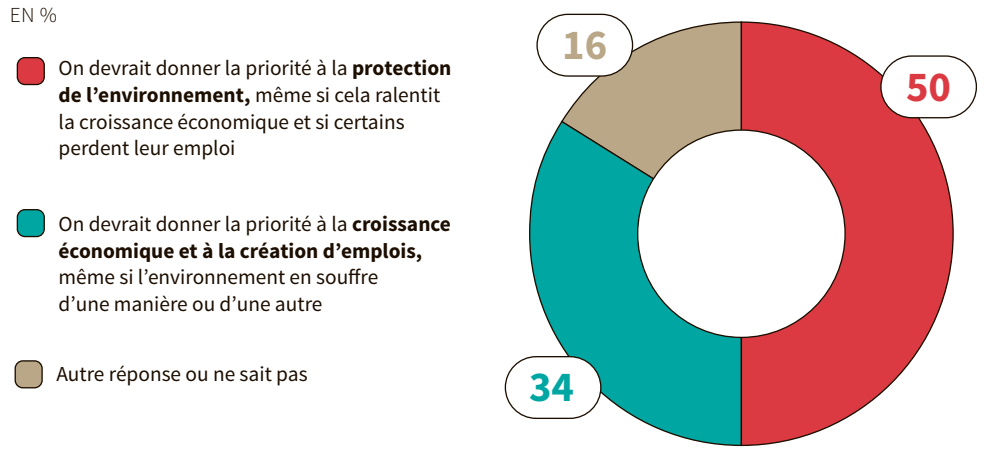
Loin des discours convenus, la protection de l'environnement n'est donc pas une option consensuelle au sein de la population française quand elle est présentée comme incompatible avec le développement économique. La polarisation croissante du débat public sur la crise environnementale, qui voit les citoyens les plus sensibles à cette question s'inscrire de manière croissante dans l'espace des valeurs – et des partis – de gauche, réserve sans doute encore des surprises quant à l'évolution des préférences écologistes. ■

Florent Gougou et Simon Persico *sont chercheurs au laboratoire Pacte*

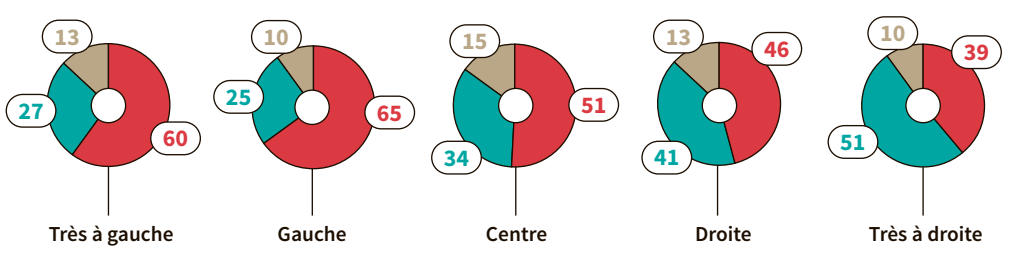
Choisir la croissance économique ou la protection de l'environnement en 2018

Laquelle de ces affirmations se rapproche le plus de votre point de vue ?

EN %



EN %, SELON LE POSITIONNEMENT POLITIQUE



SOURCE : ENQUÊTE SUR LES VALEURS DES EUROPÉENS - VOLET FRANÇAIS - INFOGRAPHIE *LE MONDE*